MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
****
DIRECTION DE CABINET
****
DIRECTION GENERALE DU BUDGET
****

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail
****

10.4 OCT 2020

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU TROISIEME TRIMESTRE 2020

La politique budgétaire orientée sur les axes majeurs de la poursuite et le renforcement du programme d'assainissement des finances publiques corollaire de la transparence, conduit le Gouvernement à des choix budgétaires guidés par la recherche d'une plus grande efficacité.

Cette volonté se traduit par les activités de la Direction Générale du Budget à travers la publication trimestrielle des rapports sur l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses.

Pour ce faire, le présent rapport retrace l'exécution du budget à fin septembre 2020, il rappelle dans un premier temps le contexte d'élaboration du Collectif Budgétaire 2020, ensuite aborde l'exécution du budget débouchant sur des perspectives pour le reste de l'année.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2020

L'exécution du budget de l'Etat au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020 a été marquée par des événements majeurs caractérisés par l'apparition du COVID-19 avec des conséquences économiques et financières dans le monde en général, et des répercussions sur la situation financière et sociale de la République Centrafricaine (RCA) en particulier.

L'évaluation de ces conséquences sur l'économie nationale est pour l'instant rendue difficile à cause de l'incertitude sur la durée de la crise, la vitesse de propagation de la Covid-19 ainsi que l'efficacité de la riposte.

Par ailleurs, les premières estimations démontrent que cette urgence sanitaire de portée mondiale dégradera les perspectives macro-économiques du pays en 2020 et voire au-delà. Ces conséquences causées par la Covid-19 sont de plusieurs ordres, entre autres :

- Une dégradation du déficit primaire intérieur à 5,8% du PIB ;
- Une baisse des recettes domestiques d'environ 5,5% du PIB ;
- Une dégradation importante des comptes macroéconomiques ;
- Une perturbation des échanges internationaux et intra-communautaires ;
- Une fragilisation de la stabilité externe et financière ;
- Un risque de montée de tension inflationniste ;
- Une augmentation substantielle des dépenses liées au plan de préparation et de riposte à la pandémie du Coronavirus (COVID-19) ;
- Une baisse de l'activité économique.

Grâce à la solidarité internationale, l'Etat Centrafricain a reçu des Partenaires Techniques et Financiers des appuis multiformes en vue de combler une perte des recettes et de riposter à la pandémie due à la Covid-19. Afin de prendre en compte ces différentes mesures, le Gouvernement a fait adopter par l'Assemblée Nationale

une Loi de Finances Rectificative qui a été promulguée par le Président de la République, Chef de l'Etat le 16 juillet 2020.

i) L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES EN 2020

Selon la dernière édition des perspectives de l' économie mondiale (PEM) du mois d'avril 2020, l'économie mondiale connaîtrait une forte contraction (-3%) en 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-2009 à cause de la pandémie du COVID-19 qui a un coût humain considérable et de plus en plus élevé dans le monde entier. Toutefois, selon un scénario de référence fondé sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre de 2020 et d'un relâchement progressif des efforts d'endiguement, l'économie mondiale devrait croître de 5,8% en 2021, à mesure que l'activité économique se normalisera, grâce au soutien des pouvoirs publics.

Aux Etats-Unis, l'économie serait en récession et la croissance afficherait un taux de -5,9% contre 2,3% en 2019.

Dans la zone euro, la croissance devrait se contracter de manière significative à 6,1% contre une croissance positive de 1,7% en 2019 sous l'effet des conséquences de la COVID-19.

En Afrique subsaharienne, la maladie à COVID-19 menace de faire de nombreuses victimes et la crise économique qu'elle a déclenchée peut inverser les progrès récents en matière de développement. Une contraction de 1,6% est attendue en Afrique subsaharienne en 2020. La priorité est d'accroître les dépenses de santé pour sauver des vies et contenir l'épidémie. Les politiques budgétaires, monétaires et financière doivent être mobilisées pour protéger les groupes vulnérables, atténuer les pertes économiques et soutenir la reprise.

Dans la zone CEMAC, selon un scénario prévoyant une propagation rapide et de grande ampleur de la crise sanitaire avec entre autres pour effet de faire baisser le cours moyen du baril de pétrole à 20$ US en 2020, la croissance serait de -1,6%. En revanche, en estimant que la crise serait transitoire et rapidement maitrisée, se traduisant notamment par un cours moyen du baril de pétrole à 39,1$ US, le taux de croissance se situerait autour de 3% en 2020. Le secteur non pétrolier serait principalement impacté, d'une part, par la réorientation attendue des dépenses publiques vers la santé et la lutte contre la Covid-19, qui devraient être satisfaites par les importations des médicaments et des équipements sanitaires, au détriment des dépenses courantes traditionnellement orientées vers le marché local, et d' autre part, par les difficultés que subiraient les secteurs d'activités qui seront le plus affectés par la crise sanitaire tels que le tourisme, l'hôtellerie, le restaurant, le commerce et les transports.

Au plan national, les incidences économiques mondiales de la Covid-19 affectera l'économie de la RCA par des canaux de transmission externes et internes. En termes de canaux de transmission externes, la demande internationale de produits d'exportation (diamant, café, coton et bois) devrait chuter de manière significative en raison de l'effondrement de la croissance mondiale et des turbulences au sein des marchés financiers. Quant aux canaux de transmission internes, les mesure prises par le Gouvernement pour contenir la propagation de la pandémie, entre autres : la restriction des déplacements à l'intérieure du pays, l'interdiction de voyager, la fermeture des écoles, l'interdiction des rassemblements, la fermeture des frontières ralentissent l'activité économique et réduisent le niveau des recettes domestiques. Le taux de croissance du PIB réel serait de 0% en 2020 contre 5,0% initialement prévu.

ii) LES ORIENTATIONS DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES 2020

Le budget initial de l'exercice 2020 a été élaboré dans un contexte caractérisé au plan national par :(**i**) un taux de croissance du PIB projeté à 5,0%, en liaison à un regain significatif de l'activité économique ; (**ii**) un taux d'inflation qui serait maîtrisé en dessous de la norme communautaire de 3% dû à l'approvisionnement massif des produits de consommation ; et (**iii**) une hausse de 2,6%des recettes domestiques.

Cependant, l'impact de la crise sanitaire due à la covid-19 est perceptible sur le niveau de l'activité économique. Le taux de croissance du PIB réel serait de 0% en 2020, contre une prévision initiale de 5%.

Du côté de l'inflation, on a observé tout au début de cette crise sanitaire, une hausse de prix due au repli des opérateurs économiques, bien que des situations de pénuries en biens de première nécessité ne soient encore observées.

Le gouvernement a pris une série de mesures économiques, fiscales et sociales pour notamment soulager la trésorerie des entreprises et soutenir le pouvoir d'achat des ménages afin d'éviter à notre pats une récession économique aux conséquences incalculables.

En ce qui concerne les mesures économiques et fiscales en faveur des entreprises, leur bénéfice sera conditionné par la garantie que celle-ci accorderont à la préservation des emplois de leurs travailleurs.

Par ailleurs, il est envisagé une série de mesures de soutien aux entreprises et aux ménages les plus fragiles. Il s'agit entre autres, d'une flexibilité du calendrier de paiement des impôts, une suspension temporaire des contrôles fiscaux, une compensation d'impôts au cas par, des reports de charges, et des subventions ciblées si nécessaire.

Toutes ces mesures vont entrainer une perte sèche des ressources domestiques d'où nécessité de réduire certaines dépenses jugées non prioritaires pour les réallouer vers les secteurs les plus touchés par la crise. Toutefois, les économies réalisées sont

insuffisantes, c'est pourquoi les appuis des partenaires techniques et financiers sont indispensables pour faire face à cette crise sanitaire.

Si la RCA ne reçoit pas d'appuis financiers supplémentaires de la part des partenaires techniques et financiers, le pays va se retrouver dans une situation très difficile avec une tension de trésorerie accrue et une incapacité pour le Gouvernement d'honorer ses obligations régaliennes. Le Gouvernement ne pourra pas non plus disposer des moyens nécessaires pour prendre en charge l'intégralité des coûts budgétaires des mesures d'atténuation de l'impact de la pandémie sur notre économie.

La prise en compte des dépenses supplémentaires pour faire face à la crise sanitaire, corrélée avec la perte des recettes domestiques dégraderait davantage le déficit primaire.

C'est à travers ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du Collectif Budgétaire 2020 ont été arrêtées.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances Rectificative 2020.

Tableau n° 1 : Prévisions de grandes masses du Collectif Budgétaire 2020 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2020 (en milliers de francs CFA)
RESSOURCES TOTALES	**363 993 251**
Ressources propres	**118 004 998**
Douanes	51 771 213
Impôts	46 255 064
Trésor	19 978 721
Ressources extérieures	**245 988 253**
Appuis budgétaires	135 370 000
Appuis projets	110 618 253
Dons projets	104 559 309
Emprunts projets	6 058 944
CHARGES	**323 682 465**
Dépenses primaires	**172 769 971**
Personnel	68 701 981
Biens et services	49 817 587
Frais financiers	5 479 690
Transferts et subventions	48 770 713
Dépenses d'investissement	**140 521 064**
Sur ressources propres	29 902 811
Sur ressources extérieures	110 618 253
Dépenses de rembours. de la dette	**10 391 430**
Solde budgétaire	**40 310 786**

Source : LFR 2020

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

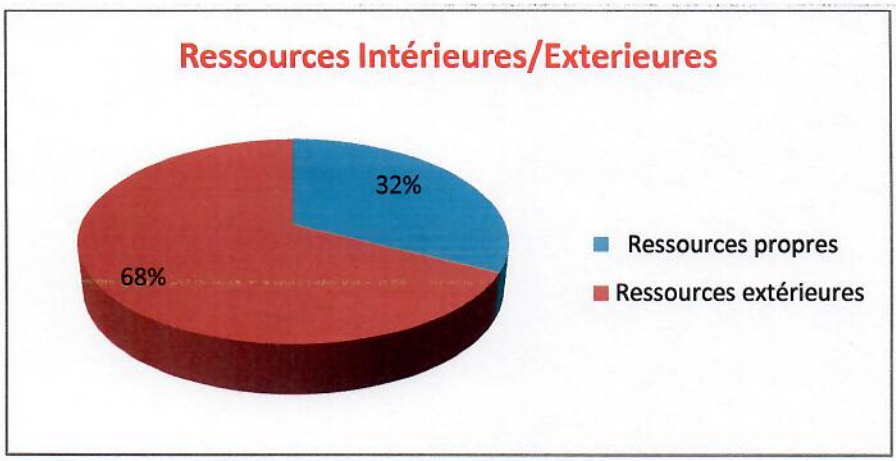
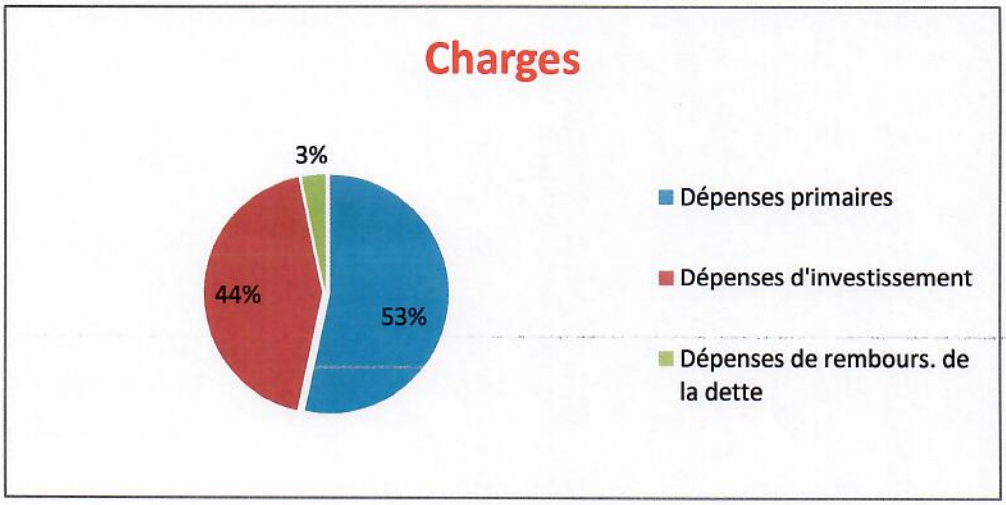


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET AU 3EME TRIMESTRE 2020

L'exécution du budget au 3ème trimestre 2020 a été faite dans un contexte marqué par la crise sanitaire du Covid-19. Au cours de cette période, les ressources mobilisées ont atteint 223,90 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de mobilisation de 61,51%, ce qui est en deçà de la cible souhaitée. En comparaison à l'exercice 2019 de la même période, une baisse de 3,61% a été observée, due essentiellement aux effets néfastes causés par cette crise sanitaire.

Concernant les charges, leur exécution base engagement se chiffre à hauteur de 208,41 milliards de francs CFA sur une dotation de 323,68 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 64,39%. Comparé à la même période de l'année dernière, une augmentation de 26,77% a été constatée, liée à des hausses importantes des dépenses primaires pour la riposte contre la pandémie.

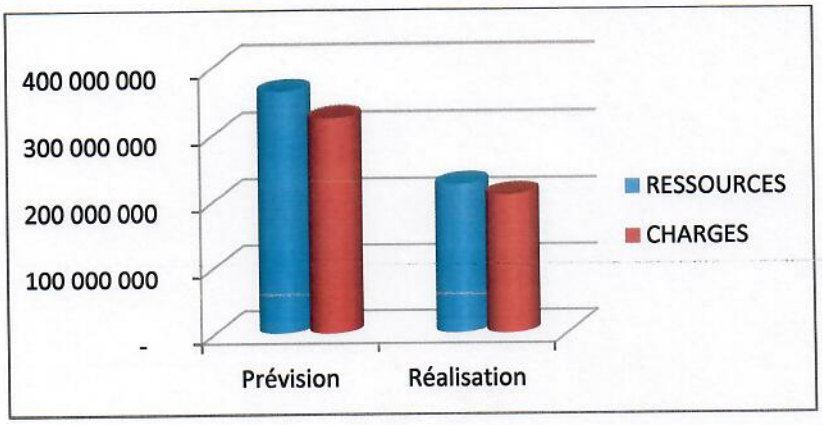
Le tableau ci-dessous décrit les grandes masses tant en ressources qu'en charges.

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges des réalisations à fin septembre 2020 (en milliers de francs CFA)

	Total réalisation à fin Septembre 2019	Prévision Collectif 2020	Total réalisation au 1er semestre 2020	Total réalisation au 3e Trimestre 2020	Total réalisation à fin septembre 2020	Taux de réalisation
RESSOURCES	**232 281 415**	**363 993 251**	**123 500 781**	**100 398 873**	**223 899 654**	**61,51%**
Ressources intérieures	**115 955 584**	**118 004 998**	**104 230 000**	**30 203 000**	**134 433 000**	**113,92%**
Ressources propres	**88 400 584**	**118 004 998**	**60 746 000**	**30 203 000**	**90 949 000**	**77,07%**
Douanes	38 897 986	51 771 213	25 550 000	14 092 000	39 642 000	**76,57%**
Impôts	47 048 575	46 255 064	26 596 000	11 545 000	38 141 000	**82,46%**
Trésor	2 454 023	19 978 721	8 600 000	4 566 000	13 166 000	**65,90%**
Emprunts	**27 555 000**		**43 484 000**	**-**	**43 484 000**	
Bon du Trésor	13 144 000		13 141 000		13 141 000	
FMI et autres	14 411 000		30 343 000		30 343 000	
Ressources extérieures	**116 325 831**	**245 988 253**	**19 270 781**	**70 195 873**	**89 466 654**	**36,37%**
Appuis budgétaires	58 908 000	135 370 000	-	38 308 000	**38 308 000**	**28,30%**
Appuis projets	57 417 831	110 618 253	19 270 781	31 887 873	51 158 654	**46,25%**
Dons projets	56 945 507	104 559 309	15 914 046	28 970 425	44 884 471	**42,93%**
Emprunts projets	472 324	6 058 944	3 356 735	2 917 448	6 274 183	**103,55%**
CHARGES	**164 400 026**	**323 682 465**	**117 989 367**	**90 426 201**	**208 415 568**	**64,39%**
Dépenses primaires	**103 744 156**	**172 769 971**	**92 889 180**	**43 894 347**	**128 404 319**	**74,32%**
Personnel	45 575 660	68 701 981	33 076 507	16 855 591	49 932 098	**72,68%**
Biens et services	32 948 011	49 817 587	28 142 105	14 426 805	42 568 910	**85,45%**
Frais financiers	-	5 479 690	-	-	-	
Transferts et subventions	25 220 485	48 770 713	23 291 360	12 611 951	35 903 311	**73,62%**
Dépenses d'investissement	**60 366 643**	**140 521 064**	**33 479 395**	**46 531 854**	**80 011 249**	**56,94%**
Sur ressources propres	13 954 459	29 902 811	14 208 614	14 643 981	28 852 595	**96,49%**
Sur ressources extérieures	46 412 184	110 618 253	19 270 781	31 887 873	51 158 654	**46,25%**
Solde budgétaire	**67 881 389**	**40 310 786**	**5 511 414**	**9 972 672**	**15 484 086**	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP, et DGPE (MEPC)

Figure n° 3 : Prévision et Réalisation des ressources et charges



II.1) Situation des ressources mobilisées

Les données relatives aux ressources sont collectées auprès des régies financières et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération.

II.1.1) Ressources intérieures

Les ressources intérieures à fin septembre 2020 se chiffrent à hauteur de 134,43 milliards de francs CFA. Celles-ci sont constituées de ressources propres (90,95 milliards de FCFA) et des emprunts (43,48 millards de francs CFA) qui se décomposent en bon du trésor (13,14 milliards de francs CFA) et FMI (30,34 milliards de francs CFA) .

Comparativement à l'exercice 2019 de la même période, une hausse de 15,93% a été observée due essentiellement aux appuis financiers substantiels du FMI.

a) Ressources propres

A fin septembre 2020, les régies ont mobilisé au total la somme de 90,95 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 118 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 77,07%, grâce aux efforts multiformes entrepris par les régies financières à atteindre les objectifs qui leur sont assignés suite à la révision à la baisse de leurs prévisions initiales respectives. En comparaison des performamnces de la même période de l'année dernière, une hausse de 2,88% a été observée.

La situation de mobilisation des recettes propres au 3e trimestre 2020 est retracée dans le tableau suivant.

Tableau n° 3 : Situation des ressources propres à fin septembre 2020 (en milliers de francs CFA).

Recettes des Régies	Total réalisation à fin septembre 2019	Prévision collectif 2020	Total réalisation au 1er Semestre 2020	Total réalisation au 3e trimestre 2020	Total réalisation à fin septembre 2020	Taux de Réalisations
Douanes	38 897 986	51 771 213	25 550 000	14 092 000	39 642 000	76,57%
Impôts	47 048 575	46 255 064	26 596 000	11 545 000	38 141 000	82,46%
Trésor	2 454 023	19 978 720	8 600 000	4 566 000	13 166 000	65,90%
TOTAL	**88 400 584**	**118 004 997**	**60 746 000**	**30 203 000**	**90 949 000**	**77,07%**

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP

➢ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

A fin septembre 2020, la DGDDI a recouvré au total la somme de 39,64 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 51,77 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 76,57%, ce qui est légèrement supérieur à la cible de 75% souhaitée. En comparaison à la même période en 2019, une hausse de 0,74 milliard de francs CFA a été observée, soit une progression de 1,91%.

Toutefois, cette hausse devait être plus importante si les exonérations accordées aux partenaires qui se chiffrent à hauteur de 46,57 milliards de francs CFA étaient maîtrisées.

Dans le but d'augmenter la mobilisation des recettes douanières, la DGDDI compte poursuivre la mise en œuvre des actions contenues dans son plan d'actions, notamment :

- Le renforcement des capacités des agents de la Douane ;
- Le renforcement de la chaine de dédouanement ;
- La maîtrise des flux d'importation et d'exportation des marchandises ;
- La lutte contre la fraude.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des recettes de la DGDDI par nature économique.

Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin septembre 2020 (en milliers de francs CFA).

	Total réalisation à fin septembre 2019	Prévision Collectif 2020	Total réalisation au 1er Semestre 2020	Total réalisation au 3e Trimestre 2020	Total réalisation à fin septembre 2020	Taux de réalisation
Recettes fiscales	30 796 006	42 461 000	21 363 856	11 557 782	32 921 638	77,53%
Droits de sorties	772 205	856 413	200 187	233 114	433 301	50,59%
Amendes et pénalités	365 692	413 058	236 835	112 433	349 268	84,56%
Recettes affectées	5 959 519	7 026 674	3 252 747	1 912 644	5 165 391	73,51%
Recettes sur exercices antérieurs	-		-	-	-	
Autres recettes	1 004 564	1 014 068	496 375	276 027	772 402	76,17%
TOTAL	**38 897 986**	**51 771 213**	**25 550 000**	**14 092 000**	**39 642 000**	**76,57%**

Source : DGDDI

➢ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Les recettes recouvrées par la DGID au 30 septembre 2020 s'élèvent à 38,14 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 46,25 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 82,46%, ce qui est supérieur à la cible de 75% visée. Comparativement à la même période en 2019, la mobilisation des recettes de la DGID a nettement baissé de 8,91 milliards de francs CFA, soit une régression de 18,93%. Cette baisse se justifie par rapport aux mesures de soutien accordées aux entreprises, la flexibilité du calendrier de paiement des impôts et les suspensions temporaires des contrôles fiscaux.

Le tableau ci-après présente les recettes recouvrées par la DGID à fin septembre 2020.

Tableau n° 5 : Situation des recettes de la DGID a fin septembre 2020 (en milliers de francs CFA).

	Total réalisation à fin septembre 2019	Prévision Collectif 2020	Total réalisation au 1er Semestre 2020	Total réalisation au 3e Trimestre 2020	Total réalisation à fin septembre 2020	Taux de réalisation
Recettes fiscales	40 178 277	32 863 613	23 373 498	8 202 570	31 576 068	96,08%
Recettes non fiscales	4 423 551	9 019 539	2 368 342	2 251 226	4 619 568	51,22%
Recettes sur exercices antérieurs	587 194	687 705	5 800	171 647	177 447	25,80%
Produits divers et exceptionnels	1 859 553	3 684 207	848 360	919 557	1 767 917	47,99%
TOTAL	**47 048 575**	**46 255 064**	**26 596 000**	**11 545 000**	**38 141 000**	**82,46%**

Source : DGID

➢ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 30 septembre 2020, la DGTCP a mobilisé au total un montant de 13,17 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 19,98 milliards de francs CFA représentant un taux de recouvrement de 65,90% inférieur au seuil de 75%.

La situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin septembre 2020 est retracée dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin septembre 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin septembre 2019	Prévision Collectif 2020	Réalisation au 1er semestre 2020	Réalisation au 3e trimestre 2020	Réalisation à fin septembre 2020	Taux de réalisation
Recettes non fiscales	2 188 901	18 715 504	8 299 322	4 278 443	12 577 765	67,21%
Recettes sur exercices antérieurs	205 987	5 000	300 678	-	300 678	6013,56%
Produits exceptionnels	-	1 008 216	-	230 421	230 421	22,85%
Produits financiers	-	250 000	-	57 136	57 136	
TOTAL	**2 454 023**	**19 978 720**	**8 600 000**	**4 566 000**	**13 166 000**	**65,90%**

Source : DGTCP

b) Les emprunts

A fin septembre 2020, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 43,48 milliards de francs CFA constitué de Bon de Trésor (13,14 milliards de francs CFA) et de l'appui du FMI (30,34 milliards de francs CFA) au Gouvernement Centrafricain afin de lutter contre la pandémie due à la Covid-19.

II.1.2) Financement extérieur

Au 30 septembre 2020, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 89,47 milliards de francs CFA correspondant a un taux de mobilisation de 36,37%. Comparé à la situation de fin septembre 2019, une baisse de 23,09% a été enregistrée.

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

A fin septembre 2020, L'exécution des dépenses publiques a été réalisée dans un contexte marqué par la propagation de la crise sanitaire obligeant le Gouvernement à suspendre provisoirement la prise en charge de certaines dépenses jugées non prioritaires.

L'analyse de ces dépenses est faite à partir des données extraites de l'applicatif GES'CO et celles collectées auprès du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération en ce qui concerne les appuis projets.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

L'exécution des dépenses par titre à fin septembre 2020 affiche un niveau de réalisation base engagement d'un montant de 205,41 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 323,68 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 63,46%.

Le tableau ci-après donne la synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 3e trimestre 2020 :

Tableau n° 7 : Exécution des dépenses par titre à fin septembre 2020 (en milliers de francs CFA).

	Total réalisation à fin Septembre 2019	Prévision Collectif 2020	Total réalisation au 1er semestre 2020	Total réalisation au 3e Trimestre 2020	Total réalisation à fin septembre 2020	Taux de réalisation
CHARGES	**164 400 026**	**323 682 465**	**117 989 367**	**90 426 201**	**205 415 568**	**63,46%**
Dépenses primaires	**103 744 156**	**172 769 971**	**92 889 180**	**43 894 347**	**128 404 319**	**74,32%**
Personnel	45 575 660	68 701 981	33 076 507	16 855 591	49 932 098	**72,68%**
Biens et services	32 948 011	49 817 587	28 142 105	14 426 805	42 568 910	**85,45%**
Frais financiers	-	5 479 690	-	-	-	
Transferts et subventions	25 220 485	48 770 713	23 291 360	12 611 951	35 903 311	**73,62%**
Dépenses d'investissement	**60 366 643**	**140 521 064**	**33 479 395**	**46 531 854**	**80 011 249**	**56,94%**
Sur ressources propres	13 954 459	29 902 811	14 208 614	11 643 981	25 852 595	**86,45%**
Sur ressources extérieures	46 412 184	110 618 253	19 270 781	31 887 873	51 158 654	**46,25%**
Solde budgétaire	**67 881 389**	**40 310 786**	**5 511 414**	**9 972 672**	**15 484 086**	

Sources : DGPE et DGPE (MEPC)

a) Dépenses primaires

A fin Septembre 2020, les dépenses primaires constituées des dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux subventions accordées à certains organismes et les budgets extraordinaires en capital (BEC) sont exécutées à hauteur de 128,40 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 172,77 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 74,32%.

En comparaison à l'exercice antérieur de la même période, une hausse de 24,66 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 23,77%. Cette hausse se justifie par la prise en charge substancielle des dépenses liées au plan de préparation et de riposte à la pandémie de la Coronavirus (COVID-19).

✓ Dépenses du personnel

Les dépenses relatives au traitement du personnel à fin septembre 2020 se chiffrent à hauteur de 49,93 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 72 ,68%, inférieur à la cible de 75% expliquant ainsi la maîtrise de cette nature de dépenses. En Comparaison au niveau d'exécution de la même période en 2019, une hausse de 9,56% a été constatée, ce qui se justifie par la prise en charge salariale des nouveaux intégrés dans la Fonction Publique et des nouvelles recrues dans l'Armée et la Sécurité Publique.

✓ Dépenses des biens et services

Au 30 septembre 2020, sur une dotation annuelle de 49,82 milliards de francs CFA, le montant des dépenses des biens et services base engagement s'élève à 42,57 milliards de francs CFA , soit un taux d'exécution de 85,45%. En comparaison à la même période de l'année 2019, une hausse de 9,62 milliards de francs CFA a été enrégistrée, soit une augmentation de 29,20%. Cette dernière se justifie par l'enthousiasme des fournisseurs à coopéré avec l'Etat suite aux différentes réformes entreprises par le Gouvernement, notamment :

- L'appurement des arriérés des fournisseurs pour permettre la relance de l'économie ;
- La mise en œuvre progressive de la déconcentration de la fonction d'ordonnateur par la dévolution des phases d'engagement et de liquidation au profit des départements sectoriels ;
- Le déploiement des contrôleurs financiers auprès des ministères sectoriels bénéficiaires de la fonction d'ordonnateur ;
- La création d'une plate-forme de saisie des engagements dédiée aux ministères sectoriels concernés.

✓ Dépenses de transferts et subventions

A fin septembre 2020, sur une prévision de 48,77 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts et subventions base engagement s'élève à 35,90 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 73,62%. Par rapport à la même période en 2019, une hausse significative de 42,36% a été constatée. Cette hausse s'explique par la mise à disposition des subventions au profit des institutions de la République, la prise en charge des contributions aux organismes internationaux et des crédits alloués aux Etablissements Publics suite au transfert de leurs ressources sur le Compte Unique du Trésor ainsi que les mesures de soutien accordées aux ménages dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

b) Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement au 30 septembre 2020 ont été exécutées à hauteur de 80,01 milliards de francs CFA, sur une dotation de 140,52 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 56,94%.

Les investissements sur ressources propres se chiffrent à 25,85 milliards de francs CFA sur une prévision de 29,90 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 86,45%. Comparé à l'exercice 2019 de la même période, une augmentation de plus de 100% a été observée. Ce taux élevé d'exécution s'explique par les constructions des routes et des édifices publiques (logement des chefs d'Etat de la CEMAC, camps militaires, hôtel des Impôts, hôpitaux, etc...).

Concernant les dépenses d'investissements sur ressources extérieures, elles ont été exécutées à hauteur de 51,16 milliards de francs CFA représentant un taux d'exécution de 46,25%. En comparaison à l'exercice 2019 de la même période, une augmentation de 10,23% a été constatée.

c) Dépenses relatives au remboursement de la dette et des frais financiers

Les dépenses de remboursement de la dette et des frais financiers sont des opérations de trésorerie et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations y relatives. Au titre du 3e trimestre 2020, aucune opération de régularisation n'a été effectuée en l'absence d'informations.

d) Solde Budgétaire Global (SBG)

L'exécution Budgétaire au 3e trimestre 2020 fait dégager un excédent du solde budgétaire d'un montant de 12,97 milliards de francs CFA. Cet excédent se justifie par la suspension provisoire de certaines dépenses jugées non prioritaires afin de faire face aux effets néfastes causés par la propagation de la covid-19.

En outre, le cumul des réalisations à fin septembre 2020 fait apparaître un excédent du solde budgétaire global de l'ordre de 15,48 milliards de francs CFA.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement

L'analyse des dépenses effectuées par Ordre de Paiement présente un niveau de réalisation d'un montant de 5,36 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de 2,10%, (hors salaires et investissements sur ressources extérieures). Comparativement à la même période de l'année 2019, une légère hausse de 0,32% a été observée.

Le tableau ci-après met en exergue les dépenses exécutées par Ordre de Paiement.

Tableau n° 8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 30 septembre 2020 (en milliers de francs CFA).

Nature des dépenses	Exécution OP à fin septembre 2019	Prévision Collectif 2020	Exécution OP au 1er Semestre 2020	Exécution OP au 3e trimestre 2020	Exécution OP à Fin Septembre 2020	Taux d'exécution
Biens et services	4 408 446	49 817 587	1 567 727	2 860 215	4 427 942	8,89%
Frais financiers	-	5 479 690	-		-	
Intervention	937 642	48 770 713	694 109	241 224	935 333	1,92%
Investissement	-	140 521 064	-		-	
Remboursement de la dette	-	10 391 430	-		-	
TOTAL	**5 346 088**	**254 980 484**	**2 261 836**	**3 101 439**	**5 363 275**	2,10%

Source : DGB (Ges'Co)

II.2.3) Analyse des dépenses sociales hors salaires

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, des Affaires Sociales, de la Promotion de la Femme, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie , des PME – PMI, de l'Agriculture et du Développement Rural.

Ces dépenses sont suivies dans le cadre des programmes avec les Partenanires Techniques et Financiers. Le chiffre global de prévision des dépenses sociales s'élève à 102,70 milliards de francs CFA et leur exécution à fin septembre se chiffre à 46,31 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 45,09%.

La prévision des dépenses sociales sur ressources propres se chiffre à 38,69 milliards de francs CFA et leur exécution à fin septembre se chiffre à 27,12 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 70,09%.

Par rapport à la même période de l'exercice antérieur, une hausse de 29,94% a été enrégistrée.

Le tableau ci-dessous met en relief les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n° 9 : Récapitulatif des dépenses sociales au 30 septembre 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisations à fin septembre 2019	Dotation Collectif 2020	Réalisations au 1er semestre 2020	Réalisations au 3e trimestre 2020	Réalisations à fin septembre 2020	Taux d'exécution
Education	**7 352 153**	**17 545 156**	**8 279 963**	**4 452 974**	**12 732 937**	**72,57%**
Titre II: Fonctionnement	4 922 109	6 705 580	4 677 459	2 118 914	**6 796 373**	**101,35%**
Titre IV: Intervention	1 536 066	3 541 576	1 469 192	697 937	**2 167 129**	**61,19%**
Titre V: Investissement	**893 978**	**7 298 000**	**2 133 312**	**1 636 123**	**3 769 435**	**51,65%**
Sur ressources propres	550 485	1 088 000	407 689	720 962	**1 128 651**	
Sur ressources extérieures	343 493	6 210 000	1 725 623	915 161	**2 640 784**	

Santé	**8 220 403**	**39 779 283**	**5 155 680**	**8 631 765**	**13 787 445**	**34,66%**
Titre II: Fonctionnement	3 790 991	8 583 400	3 836 221	1 591 898	5 428 119	**63,24%**
Titre IV: Intervention	1 245 562	4 910 000	1 000 000	945 000	1 945 000	**39,61%**
Titre V: Investissement	**3 183 850**	**26 285 883**	**319 459**	**6 094 867**	**6 414 326**	**24,40%**
Sur ressources propres	512 282	5 110 100	319 459	2 611 342	2 930 801	
Sur ressources extérieures	2 671 568	21 175 783	-	3 483 525	3 483 525	
Affaires Sociales	**6 526 231**	**6 982 651**	**6 553 095**	**582 363**	**7 135 458**	**102,19%**
Titre II: Fonctionnement	85 040	176 361	127 375	23 636	151 011	**85,63%**
Titre IV: Intervention	431 811	1 151 219	339 455	155 300	494 755	**42,98%**
Titre V: Investissement	**6 009 380**	**5 655 071**	**6 086 265**	**403 427**	**6 489 692**	**114,76%**
Sur ressources propres	72 476	75 000	19 992	44 988	64 980	
Sur ressources extérieures	5 936 904	5 580 071	6 066 273	358 439	6 424 712	
Promotion de la Femme	**4 836 611**	**1 445 116**	**163 087**	**1 042 417**	**1 205 504**	**83,42%**
Titre II: Fonctionnement	77 291	128 464	56 015	16 925	72 940	**56,78%**
Titre IV: Intervention	-	541 000	-	-	-	**0,00%**
Titre V: Investissement	4 759 320	775 652	107 072	1 025 492	1 132 564	**146,01%**
Sur ressources propres	663 481	89 000	89 973	-	89 973	
Sur ressources extérieures	4 095 839	686 652	17 099	1 025 492	1 042 591	
Développement Rural	**2 914 861**	**13 198 186**	**2 484 797**	**1 873 516**	**4 358 313**	**33,02%**
Titre II: Fonctionnement	244 490	692 275	152 737	181 515	334 252	**48,28%**
Titre IV: Intervention	545 720	1 840 000	281 250	882 010	1 163 260	**63,22%**
Titre V: Investissement	**2 124 651**	**10 665 911**	**2 050 810**	**809 991**	**2 860 801**	**26,82%**
Sur ressources propres	748 541	1 047 250	613 647	400 744	1 014 391	
Sur ressources extérieures	1 376 110	9 618 661	1 437 163	409 247	1 846 410	
Energie	**5 118 396**	**22 959 069**	**3 421 938**	**2 863 203**	**6 285 141**	**27,38%**
Titre II: Fonctionnement	14 027	438 933	301 285	40 687	341 972	**77,91%**
Titre IV: Intervention	576 000	83 640	553 033	31 820	584 853	**699,25%**
Titre V: Investissement	**4 528 369**	**22 436 496**	**2 567 620**	**2 790 696**	5 358 316	**23,88%**
Sur ressources propres	98 637	1 696 650	399 850	1 203 606	1 603 456	
Sur ressources extérieures	4 429 732	20 739 846	2 167 770	1 587 090	3 754 860	
PME-PMI	**249 703**	**304 009**	**205 902**	**85 111**	**291 013**	**95,73%**
Titre II: Fonctionnement	20 258	37 750	27 374	5 375	32 749	**86,75%**
Titre IV: Intervention	150 000	167 000	80 000	79 736	159 736	**95,65%**
Titre V: Investissement	**79 445**	**99 259**	**98 528**	-	**98 528**	**99,26%**
Sur ressources propres	79 445	99 259	98 528	-	98 528	
Sur ressources extérieures	-	-	-		-	
Elevage et Santé Animale	**421 758**	**491 345**	**401 263**	**114 572**	**515 835**	**104,98%**
Titre II: Fonctionnement	67 152	224 345	147 315	26 580	173 895	**78%**
Titre IV: Intervention	265 000	170 000	164 926	60 000	224 926	**132,31%**
Titre V: Investissement	89 606	97 000	89 022	27 992	117 014	**120,63%**
Sur ressources propres	89 606	97 000	89 022	27 992	117 014	
Sur ressources extérieures		-			-	
Total Fonctionnement	**9 221 358**	**16 987 108**	**9 325 781**	**4 005 530**	**13 331 311**	**78,48%**

Total Intervention	4 750 159	12 404 435	3 887 856	2 851 803	6 739 659	54,33%
Total Investissement	21 668 599	73 313 272	13 452 088	12 788 588	26 240 676	35,79%
Sur ressources propres	2 814 953	9 302 259	2 038 160	5 009 634	7 047 794	75,76%
Sur ressources extérieures	18 853 646	64 011 013	11 413 928	7 778 954	19 192 882	29,98%
Total sur ressources propres	16 786 470	38 693 802	15 251 797	11 866 967	27 118 764	70,09%
TOTAL GENERAL	35 640 116	102 704 815	26 665 725	19 645 921	46 311 646	45,09%

Sources : DGB et DGPE (MEPC)

II.2.4) Analyse des dépenses relatives au Covid-19

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie à CORONAVIRUS, un fonds de concours a été mis en place à travers la création des lignes budgétaires au profit des institutions de la République et départements ministériels pour un montant total de 15,75 milliards de francs CFA. Depuis la date de promulgation du collectif budgétaire 2020 (16 juillets 2020) jusqu'au 30 septembre 2020, ces lignes budgétaires ont été exécutées à hauteur de 7,50 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 48,9%.

III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget au cours du 3ème trimestre 2020 a été marquée par la crise sanitaire du Covid-19, entrainant la révision des prévisions initiales du budget de l'exercice 2020. A cette fin, une Loi de Finances Rectificative qui tient compte de la capacité de mobilisation des ressources propres, des appuis financiers supplémentaires et la prise en charge de nouvelles dépenses permettant de contenir la Covid-19 a été adopté le 16 juillet 2020.

Au regard de cette crise sanitaire qui perdure encore dans certains pays développés, la situation des finances publiques de la RCA risque de se dégrader ; car outre les pertes des recettes intérieures et les nouveaux besoins pour le financement de la balance des paiements, l'Etat va faire face à de nouvelles dépenses, ce qui pourrait entrainer une tension de trésorerie accrue.

Afin de faire face à ce problème, des efforts doivent être faits en vue d'augmenter des appuis nécessaires auprès des partenaires techniques et financiers dans le cadre de la solidarité internationale.

Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget